

comme je l'ai dit déjà, il possède une compétence et une vigueur extraordinaires et il a à son crédit des réussites extraordinaires. La seule conclusion à laquelle je puis en venir se rapproche de celle qu'adoptait une bonne vieille Française dont on m'a parlé. Après avoir passé six semaines à regarder tomber une pluie incessante elle en est venue, à force de réflexions, à l'opinion que le bon Dieu commençait à être trop vieux pour exercer ses fonctions. Je me demande si ce n'est pas le cas au pays maintenant et s'il ne faudrait pas changer de fond en comble le Gouvernement pour être sûr qu'on s'attaquera aux problèmes de l'heure avec autant de vigueur que lorsqu'ils se sont présentés durant les années 30.

**M. A. J. Brooks (Royal):** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention d'examiner en détails les arguments que vient d'exposer l'honorable représentant de Nanaïmo (M. Cameron). Cependant, je tiens à m'opposer à certaines remarques qu'il a formulées au début de son discours hier soir. L'honorable député parlait alors de la situation en 1929. Il a dit que le gouvernement de l'époque avait prétendu que tout allait très bien et que la prospérité régnait au pays. Puis, l'honorable député de Nanaïmo a ajouté, comme l'atteste la page 2481 des *Débats*:

Monsieur l'Orateur, on croirait presque entendre le premier ministre suppléant (M. Howe). Oui, puis, comme le dit mon ami conservateur, "vint le déluge". Il faut dire qu'en 1930 celui-ci prit la forme d'un gouvernement conservateur.

Pendant plusieurs années on a formulé des déclarations de ce genre sous diverses formes. La chose ne m'étonne pas lorsque je l'entends dans la bouche de gens à l'extérieur de la Chambre, peut-être dans les coins isolés où les gens n'ont pas eu l'occasion d'étudier l'histoire, mais je dois dire que je suis très étonné d'entendre un député, un de ces hommes touchant \$10,000 par année, s'exprimer de cette façon. Je tiens à lui rappeler que le déluge a aussi atteint les États-Unis. Le pays était alors dirigé par le gouvernement républicain de M. Hoover, l'un des plus grands hommes que les États-Unis aient produits au cours des 35 ou 40 dernières années.

Je désire maintenant appeler l'attention de mon honorable ami sur le fait suivant: en Grande-Bretagne, en 1929, nul autre que M. Ramsay MacDonald, le chef travailliste, dirigeait le gouvernement de ce pays. Le déluge qui, d'après l'honorable député, aurait déferlé sur le Canada sous un gouvernement conservateur, a atteint des proportions aussi considérables en Grande-Bretagne sous Ramsay MacDonald, le chef travailliste. Je pourrais continuer et parler de la France. Je puis me rapprocher de notre pays et parler de la situation qui existait

à Terre-Neuve qui ne faisait pas alors partie du Canada. La situation y devint si grave qu'une commission de gouvernement a été constituée; elle a dirigé les affaires de ce pays durant bon nombre d'années.

Ces mots d'esprit, si je puis qualifier ainsi ces propos qui sont plus ou moins des mots d'esprit de mauvais goût pour ceux qui sont un peu au courant de la situation qui a existé au Canada et dans les autres pays au cours des derniers vingt-cinq ans, n'ont pas leur place aujourd'hui dans les débats à la Chambre des communes. A la vérité, de 1929 à 1940, pas un pays au monde n'était plus que nous en état de redresser sa situation économique. A mon avis, il est temps de reléguer dans le domaine du passé ce genre d'arguments.

Je désire traiter durant quelques instants la situation actuelle du chômage au Canada. Nous avons eu un débat très intéressant, bien qu'il soit dommage qu'un débat de ce genre soit nécessaire aujourd'hui. Il y a eu divergence d'opinions sur le nombre des chômeurs au pays.

Les chefs ouvriers de notre pays estiment qu'il y a en ce moment environ 530,000 chômeurs. Le ministre du Travail (M. Gregg), de son côté, fixe ce chiffre à 280,000 ou 300,000. Quoi qu'il en soit, je ne pense pas que ce soit le moment d'exagérer la gravité de la situation ni, au contraire, de la juger moins sérieuse qu'elle ne peut être. Je connais en tout cas la situation dans ma propre province et dans les provinces Maritimes en général. On me pardonnera peut-être de faire porter mes remarques sur cette partie-là de notre pays en particulier.

J'aimerais rappeler, car la chose est connue, que chaque fois qu'il se produit au Canada un recul économique, les provinces Maritimes semblent toujours les premières et les plus durement touchées. Je ne suis d'ailleurs pas seul à penser qu'il y a quelque chose là-bas qui ne va pas; bien des hommes éminents de ces régions sont aussi de cette avis. On me permettra de citer à ce propos les observations de M<sup>sr</sup> Coady de l'Université Saint-François Xavier. Celui-ci disait en effet, il y a quelques semaines à peine, s'adressant dans la ville d'Amherst à un congrès de pêcheurs:

La régression actuelle dans les provinces Maritimes, qui atteint presque les proportions d'une crise, est embarrassante et attristante.

Telle était l'opinion de M<sup>sr</sup> Coady. Je pourrais ajouter,—bien qu'il ne soit peut-être pas nécessaire de le faire,—que M<sup>sr</sup> Coady est un des économistes les plus éminents de notre pays et l'un de ceux qui ont étudié notre économie avec le plus de soin. C'est